

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1920.

Budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1920⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. TSCHOFFEN.

MESSIEURS,

Tandis que le Budget du Congo pour l'exercice 1919 clôturait par un léger boni,

celui de l'exercice 1914 accuse un déficit de fr.	21,484,724 »
Id. 1915 id.	21,484,724 »
Id. 1916 id.	23,481,830 90
Id. 1917 id.	16,221,797 60
Id. 1918 id.	7,080,967 »
Id. 1920 id.	21,109,376 11

Le solde déficitaire s'installe donc, permanent, alors que la Métropole a pris à son compte les dépenses de guerre — c'était justice — et que la Colonie a passé en ces dernières années par ce qu'on a dénommé une « crise d'abondance ».

Ceci ne doit ni nous étonner ni nous effrayer.

Nous pensons que le Budget de 1919 a été un accident heureux, que la balance financière du Congo se clôturera pendant de longues années encore par un déficit; nous croyons même que cette situation est normale et qu'il ne faut pas céder au désir d'y mettre fin dans un avenir tout proche de nous, au prix de tous les moyens, même des pires.

(1) Budget, n° 28.

(2) La Section centrale, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. TSCHOFFEN, MATHIEU, DAVID, DU BUS DE WARNAFFE, FICHER et PUSSEMIER.

*
*
*

« Aussi important que soit l'équilibre budgétaire, il ne résume pas à lui seul » les multiples aspects de la vie coloniale qui n'a pas encore passé la période » des accidents, ni même des maladies de croissance. »

M. René Vautier, qui s'exprimait ainsi en 1913, parlait le langage de la raison et celui du bon sens.

Notre honorable collègue, M. du Bus de Warnaffe, lui faisait écho lorsqu'en son remarquable rapport sur le Budget pour l'exercice 1919, il observait que « l'utilité économique d'une colonie ne se traduit pas par une balance budgétaire, mais bien par les richesses qu'elle procure aux citoyens de la Métropole ».

Une politique financière dont la prudence est apparue à certains comme un peu étroite et craintive a établi entre la Métropole et la Colonie le régime de la séparation des patrimoines.

Nous n'allons pas jusqu'à dire qu'il y faille renoncer. Un jour viendra — il serait puéril de vouloir en fixer l'échéance — où la Colonie se pourra suffire à elle-même. Il n'est pas mauvais que, dès à présent, elle s'accoutume à vivre de sa vie propre et établisse seule son budget.

Mais il ne faut pas compter cependant que la Métropole pourra, sans devoir supporter pendant un certain temps encore de lourdes charges, profiter des avantages directs et indirects immenses que lui offre sa tutelle sur la Colonie.

Le commerce du Congo est un commerce belge; les possibilités presque infinies de son développement sont des espoirs belges; l'œuvre gigantesque de la colonisation par notre petit peuple d'un territoire cinquante fois grand comme le sien, est une œuvre belge.

Le Congo est un des facteurs essentiels qui fait de la Belgique une grande nation.

La Belgique a de graves devoirs envers le Congo. Elle lui doit notamment son appui financier. S'il veut être efficace cet appui doit être généreux.

Pour conclure d'une façon plus précise, nous voudrions essayer de dégager quelques éléments qui doivent dominer nos délibérations.

*
*
*

Ce n'est pas en poursuivant un but de lucre que les Belges ont entrepris en Afrique la lourde tâche que nous devons mener à bien.

La colonisation du Congo n'est pas une « affaire », c'est une œuvre, dans laquelle est engagé le bon renom de la Nation belge.

Considérer le Congo comme une entreprise financière dont il importe de retirer un rendement immédiat, c'est méconnaître à la fois la pensée généreuse qui doit animer notre action civilisatrice et la loi historique qui veut qu'une colonie n'enrichisse jamais que la Métropole dont les citoyens sont assez sages pour consentir pendant de longues années des sacrifices importants sans se préoccuper d'en retirer aussitôt un profit financier.

Le Congo recèle trop de richesse, offre à notre activité trop de ressources pour que ne vienne pas le temps où il paiera nos efforts et nous rendra nos capitaux.

Mais avant de lui demander un rendement effectif, il faut poursuivre inlassablement notre œuvre de civilisation et le munir d'un outillage économique en rapport avec ses besoins.

*
* *

Faire des économies sur le Budget de l'Instruction publique, des Cultes, de la Bienfaisance publique, de l'Hygiène serait administrer à l'encontre des principes qui doivent régir les finances de notre Colonie.

Rien ne doit être refusé permettant de développer les organismes qui sauvegardent au Congo la santé morale et physique des populations.

Pour autant que les dépenses consenties dans ce but soient judicieusement ordonnées et s'appliquent exactement à leur objet, elles ne peuvent être exagérées.

Une population indigène respectée, bien traitée, bien portante et qui contracte envers le peuple civilisateur une dette de reconnaissance; des agents convenablement rémunérés, pénétrés de leur devoir envers les noirs, moins soucieux de rechercher parmi eux des travailleurs qui produisent sous la menace que des hommes dont il importe d'assurer l'éducation et au besoin le relèvement, voilà qui fait les colonies prospères.

Procéder autrement, « exploiter la colonie », exiger d'un peuple enfant et d'un sol encore vierge des profits immédiats, ce serait sacrifier les magnifiques certitudes de demain aux maigres réalités d'aujourd'hui.

Il faut donc se féliciter de ce que le Gouvernement se rende compte qu'il « a vis-à-vis des populations indigènes des devoirs de conservation et d'amélioration » et qu'il s'engage « à fournir à ce sujet un effort sérieux ».

Loin de chicaner sur les dépenses relatives à l'instruction, aux cultes, à la bienfaisance et à l'hygiène, le Parlement se montrera certes disposé à majorer ces crédits dans la mesure où le Gouvernement se déclarera lui-même en état de profiter utilement des fonds qui seraient mis à sa disposition.

La « politique de l'alcool ».

Jusqu'en 1918, la vente de l'alcool aux indigènes a été totalement interdite et n'a été permise aux Européens qu'avec de nombreuses restrictions.

L'article 14 du Budget des Voies et Moyens (*Recettes ordinaires*) porte l'indication que voici :

« Licences pour vente et débit de boissons alcooliques »

» Prévision pour 1919	fr. 100,000 »
» Prévision pour 1920	300,000 »
» AUGMENTATION.	fr. 200,000 »

» Cette évaluation est basée sur les recettes effectuées en 1919. »

L'importation, la vente et le débit de boissons alcooliques consolident ainsi le Budget de la Colonie.

C'est qu'une ordonnance-loi du Gouverneur général, en date du 14 octobre 1918, a substitué le régime des licences à celui des interdictions et autorisé le débit aux indigènes de boissons de faible teneur en alcool.

On peut se demander si la réforme est heureuse.

L'objection tirée de l'impossibilité dans laquelle on se serait trouvé de faire respecter le système de prohibition antérieur à 1918 ne semble pas bien concluante.

Si l'alcool filtrait à travers le mur de l'interdiction, ne va-t-il pas dévaler à flots pressés à travers la barrière à claire-voie qu'on lui a substituée?

La législation actuelle, qui permet, en fait, aux Européens de se procurer des quantités illimitées d'alcool pouvant être ensuite distribuées aux indigènes, — on a constaté que l'alcool sert de gratifications à certains travailleurs dont on veut exciter ou récompenser le zèle, — doit être révisée dans le sens le plus restrictif.

Les « levées des travailleurs ».

Les nécessités de la guerre, le désir d'assurer le rendement des impôts et la mise en valeur des richesses naturelles de la Colonie, joints à l'obligation dans laquelle on se trouve de combattre l'apathie et la paresse naturelle du nègre, autant de prétextes trop tendants pour justifier la « levée de travailleurs d'utilité publique », autrement dit le « travail forcé ».

Le droit naturel, le droit positif et même les nécessités immédiates d'une bonne organisation du travail condamnent cette pratique de quelque nom qu'on la veuille désigner.

Le droit naturel affirme que le travail est libre et que cette liberté a droit au respect sous toutes les latitudes.

Le droit positif, consacré par l'article 16 de la Charte coloniale, interdit la levée des travailleurs d'utilité publique autrement que par enrôlement dans le contingent annuel de la Force publique.

Les travailleurs arrachés à leurs forêts, sans aptitude et sans éducation spéciale, brusquement soumis à un travail et à un régime qui leur sont étrangers, ne fournissent aucun rendement appréciable.

Et quels lamentables « déchets » — si l'on doit s'exprimer ainsi! — n'a-t-on pas à déplorer?

A diverses reprises, la question a été examinée au sein du Conseil colonial.

Le travail forcé, sous toutes ses formes, y a toujours été condamné de la façon la plus expresse et avec une impressionnante unanimité.

M. le Ministre des Colonies a, de son côté, déclaré qu'il s'opposerait énergiquement à cette pratique abusive.

Il peut être malaisé d'éviter des abus particuliers se produisant au fond de la brousse ou de la forêt et dont la responsabilité remonte à des fonctionnaires ou à des agents commerciaux subalternes, mais on doit regretter de trouver au *Bulletin de la Colonie*, sous la signature du Gouverneur général, une ordonnance-loi, en date du 1^{er} octobre 1919, prescrivant la levée de mille travailleurs d'utilité publique destinés à la construction du chemin de fer de Matadi à Ango.

Ango et prévoyant, en son article 4, des levées supplémentaires pour parer aux « déchets » qui surviendraient parmi les travailleurs recrutés.

L'ordonnance, illégale du reste, a été inspirée par le désir légitime d'activer des travaux d'utilité publique.

Le Parlement doit veiller à ce qu'elle soit sans lendemain. Nous ne critiquons pas l'intention qui était bonne; mais le fait est là, que le Parlement ne peut approuver.

Disons à ce propos que le Conseil colonial s'est préoccupé, à un point de vue plus général, de la question des ordonnances-lois.

Un de ses membres a prié M. le Ministre de vouloir proposer aux Chambres législatives un projet de loi soumettant les ordonnances-lois à l'approbation du Conseil colonial dans un délai déterminé.

Peut-être serait-il bon que le Parlement se préoccupât de cette réforme et que, pour le surplus, on en revint, pour ce qui regarde les attributions du Conseil colonial, à la législation d'avant-guerre.

L'arrêté-loi du 13 septembre 1918 apportant des restrictions importantes aux attributions du Conseil colonial est né de la guerre. Il pourrait disparaître avec elle.

* * *

Nous ne voulons pas abandonner ce sujet sans signaler le danger dont sont menacés les indigènes par les façons de faire de certains recruteurs de main-d'œuvre pour les industries du Katanga.

On nous signale qu'il s'exerce actuellement une contrainte occulte mais intense dans l'embauchage des indigènes par contrats à longs terme pour les travaux miniers du Katanga.

Au risque de désorganiser la vie familiale des noirs et au mépris du principe qui veut que l'indigène ne soit employé au travail que dans le milieu où il a vécu, les mines du Katanga s'en vont demander des travailleurs jusque dans le Kasai.

C'est l'arrêt de la natalité, l'abandon de l'agriculture, la famine dans les régions dévastées et la maladie sévissant parmi les noirs transplantés loin du sol natal.

Sans doute, les richesses minières du Katanga doivent être exploitées, mais il est plus important que l'agriculture, facteur de richesse, d'ordre, de stabilité et de moralité ne soit pas sacrifié; il est plus important encore de sauvegarder *dans le fait* la liberté et la santé des noirs.

Les abus en l'espèce sont patents et leurs conséquences, hélas! trop apparentes.

Nous pensons que la législation en vigueur, fermement et humainement appliquée, suffit pour y mettre fin.

S'il en était autrement, il serait urgent de la reviser.

* * *

Au surplus, c'est tout le régime des concessions qui doit être examiné de très près.

Sans vouloir entrer dans le détail des réformes à y apporter, signalons le vœu émis récemment par la « Commission pour la protection des indigènes »,

» que le Gouvernement se réserve dans les concessions des terres dont il puisse
» disposer ultérieurement, à l'avantage des intérêts moraux supérieurs des
» indigènes et notamment pour l'installation d'œuvres philanthropiques ou
» religieuses ».

* * *

Se rattache encore au problème du travail exigé des indigènes, celui de l'assiette et de la perception de l'impôt.

Comme nous le disons plus haut, le désir d'équilibrer le Budget du Congo par les seules ressources de la Colonie risque de conduire à des abus qui compromettraient l'œuvre coloniale elle-même.

L'impôt doit être modéré et variable.

Ce serait une erreur de l'appliquer uniformément à tous les contribuables. Ce serait une faute grave d'en fixer le taux et de le percevoir de telle manière qu'il constitue une *contrainte* indirecte au travail.

M. le Ministre Renkin, en séance de la Chambre, le 1^{er} octobre 1919, insistait avec raison sur cette dernière considération.

Nous pensons que le Parlement ne doit pas le perdre de vue.

Les maladies épidémiques.

Nous touchons ici à l'un des problèmes les plus angoissants que pose l'administration de la Colonie.

Les maladies épidémiques, plus spécialement la maladie du sommeil, continuent à faire d'effroyables ravages dans la population noire.

Les statistiques parlent à ce sujet avec une triste éloquence et attestent ce fait, angoissant, que la population noire du Congo ne cesse de décroître avec rapidité.

Le mal est grave, au point qu'on se trouve dans l'obligation de consigner cette constatation : *depuis le début de l'occupation européenne la population indigène du Congo a diminué de moitié.*

Nous signalons à la Chambre que la Commission instituée pour la protection des indigènes, dans le rapport au Roi qu'elle a signé le 18 décembre 1919, a formulé comme suit ses conclusions :

« La Commission estime de son devoir de signaler d'une façon toute spéciale à l'attention du Gouvernement, le péril grave et imminent qui menace les populations de la Colonie :

» Elle l'adjure :

» 1^o De prendre sans retard les mesures proposées ailleurs par elle pour enrayer les maladies ou en préserver les populations et d'assurer l'application effective des prescriptions du service d'hygiène;

» 2^o De diriger davantage l'effort de la colonisation vers le développement de l'agriculture et des industries indigènes entreprises par les natifs aux environs de leurs foyers;

» 3^o De prohiber sévèrement tout procédé de nature à fausser dans les

transactions commerciales et le recrutement de la main-d'œuvre, les principes de la liberté;

» 4° De faire présider un esprit de modération et de sage circonspection à la mise en valeur du domaine colonial et dans l'appui à donner aux grandes entreprises;

» 5° De veiller à ce que la lutte contre l'immoralité reste un de ses grands soucis et d'assurer notamment une efficace protection aux jeunes filles en qui réside l'espoir de la régénération de la race et du relèvement de la natalité. »

Nous sommes loin de sous-évaluer les efforts multipliés par le Gouvernement pour combattre le fléau et, pourtant, nous devons proclamer qu'on n'a pas fait assez et qu'on a trop largement tenu compte dans la lutte contre l'ennemi, le plus terrible peut-être, qui menace notre œuvre africaine, de difficultés budgétaires.

Devant pareil danger la question d'argent est secondaire. Il faut, à tout prix, *enrayer le mal*.

C'est aux techniciens qu'il appartient d'indiquer dans le détail les dispositions auxquelles il convient de recourir.

La question, du reste, est sous la dépendance de causes générales que nous ne pouvons qu'indiquer et qui tiennent à l'occupation par la race blanche. L'introduction du commerce et de certains procédés qui devaient en accroître l'intensité ont modifié profondément les conditions de vie des indigènes et diminué leur vitalité; le recrutement des travailleurs, transplantés loin de chez eux et placés dans des conditions hygiéniques déplorables; l'insuffisance des lazarets, l'insouciance de certaines entreprises industrielles qui se préoccupent plutôt de prélever de nouveaux contingents de travailleurs que de protéger contre la maladie ceux qu'elles se sont assurés : autant de facteurs qui ne donnent qu'une explication trop claire de phénomènes douloureux entre tous.

Remédier à cet état de choses implique une série de réformes générales et un travail de longue haleine.

Deux mesures cependant s'imposent dont l'utilité se manifeste avec évidence.

Il faut favoriser l'application des méthodes prophylactiques et accorder le plus large concours en subsides, fournitures de médicaments, etc., aux missions qui s'attachent à combattre le fléau; il faut aussi pourvoir la Colonie d'un corps médical bien outillé.

Or, les chiffres qu'a bien voulu nous communiquer M. le Ministre des Colonies sont déplorables.

L'effectif de médecins prévu au Budget est de . . .	73
Le nombre des médecins en service est de . . .	50
Id. id. en congé est de . . .	11
Id. id. en disponibilité est de . . .	9

Cinquante médecins en service pour la Colonie!

Le Gouvernement ajoute « qu'il a été décidé d'augmenter le nombre de médecins, seules les difficultés de recrutement pourraient y faire obstacle ».

L'obstacle ne serait-il pas levé si l'on assurait aux intéressés une situation telle qu'au lieu de rechercher des postulants sans les trouver, on pût faire un choix parmi les candidats.

Cela imposerait des sacrifices financiers considérables? Sans doute. Mais nous pensons que jamais capitaux ne seraient plus utilement dépensés, même si l'on se place à un point de vue exclusivement financier — et ce n'est pas le vrai point de vue!

Les mêmes conclusions s'imposent du reste, en général, pour tout ce qui regarde

Le recrutement des fonctionnaires.

Le Congo est insuffisamment occupé; les circonscriptions administratives sont trop étendues, surtout si l'on considère que l'administrateur territorial cumule toutes les attributions administratives de sa circonscription.

De plus, les fonctions des administrateurs territoriaux ne sont pas suffisamment stabilisées.

L'influence civilisatrice d'un bon administrateur ne peut s'exercer utilement que par une action continue, se poursuivant dans la même circonscription.

Il importe de l'attacher à son territoire par la certitude d'y obtenir son avancement hiérarchique et l'augmentation périodique de son traitement.

D'une manière générale s'avère, du reste, la nécessité de réformer le statut des magistrats et des fonctionnaires à un double point de vue :

Il faudrait arriver à substituer à l'engagement à terme la nomination à vie, comme pour les fonctionnaires et magistrats de la Métropole, sauf à assurer aux intéressés des congés périodiques assez prolongés, sans réduction d'appointements et à prévoir la mise à la retraite plus tôt que dans la Métropole.

Le taux des pensions devrait, d'autre part, être fixé de telle sorte que le magistrat ou le fonctionnaire, rentré en Belgique à la fin de sa carrière, fût assuré d'une vie paisible, sans devoir chercher des ressources supplémentaires dans de nouveaux emplois. Or, les pensions sont aujourd'hui presque dérisoires.

Bref, on doit former des vocations coloniales et trouver des agents qui fassent pleine carrière au Congo. On n'y peut songer qu'en offrant aux agents la double assurance d'une existence aisée dans la Colonie et d'une retraite sans souci dans la mère patrie.

Les travaux d'utilité publique.

La Colonie se développe; rien de ce que nous disons plus haut ne doit nous enlever la foi dans son avenir.

La Belgique a fait de grandes choses en Afrique, elle en accomplira de plus grandes encore si elle demeure fidèle à la pensée qui lui a ouvert les voies de l'Afrique centrale, si elle garde la conscience nette de sa responsabilité et ne recule devant aucun des sacrifices qu'implique l'immensité de l'œuvre entreprise.

Nous avons dit qu'il fallait ouvrir au Gouvernement de larges crédits, pour organiser au Congo la croisade de la civilisation; il n'en faut pas de moins importants pour mettre au point l'outillage économique de la Colonie.

Si nous temporisons, si nous tardons à *équiper* la Colonie, nous compromettrons le résultat des efforts et le rendement des capitaux déjà dépensés.

Il est nécessaire d'arrêter sans retard un programme précis de grands travaux d'utilité publique, de pourvoir la Colonie d'un vaste réseau de voies de communication de toutes sortes, routes praticables, voies ferrées, voies fluviales, réseaux télégraphiques.

A ce point de vue signalons particulièrement, sans vouloir entrer dans les détails, l'urgence des travaux qui amélioreraient le chemin de fer du Bas-Congo dont l'insuffisance paralyse la vie économique de la Colonie.

Notons aussi la nécessité de pourvoir les principaux centres habités par les Européens d'installations d'hygiène et d'utilité (eaux, canalisations, etc.).

* * *

Bref, protection et éducation de la race noire, lutte contre la dépopulation et les maladies, assistance par tous moyens, notamment par de larges subsides aux missions et à toutes les œuvres qui tendent à assurer aux indigènes les bienfaits d'une vraie civilisation, amélioration du sort des fonctionnaires, équipement économique de la Colonie, tout cela, qui exige beaucoup d'argent et la claire vue de nos erreurs et de nos faiblesses d'hier comme des nécessités inéluctables d'aujourd'hui, doit faire l'objet de nos préoccupations immédiates.

Si l'on ne fait pas, sans aucun retard, l'effort décisif, si l'on n'abandonne pas avant demain, certains errements, c'est toute notre œuvre africaine qui se trouve compromise.

Elle ne peut pas l'être. Il faut donc nous préparer aux sacrifices nécessaires et, dès à présent, veiller à résoudre

La question financière.

Aucune des grandes réformes, aucun des grands travaux qui doivent être réalisés, ne peut être mené à bien sans qu'on y consacre des capitaux considérables.

Il faut trouver des ressources; à l'heure actuelle, le Congo, qui en est à la période de croissance, ne peut les fournir.

Son seul crédit serait, pensons-nous, insuffisant pour garantir l'emprunt important auquel il faudra recourir.

La Belgique doit faire son devoir, autoriser la Colonie à émettre cet emprunt et, pour en assurer le succès, engager sa propre signature et le garantir.

Elle tiendra ainsi la parole donnée quand elle a entrepris son œuvre civilisatrice en Afrique centrale et affermira du même coup l'existence d'une Colonie qui rendra au centuple ce que nous ferons pour elle.

* * *

Nos grands alliés, reconnaissant le courage et l'initiative de notre armée coloniale dont le rôle dans la campagne d'Afrique a été décisif, ont confié à la Belgique l'administration des territoires de l'Urundi et du Ruanda.

Le projet de Budget ne nous indique pas dans quelles conditions budgétaires la Belgique va exercer son mandat.

Le Parlement sera sans doute désireux d'obtenir à ce sujet les éclaircissements désirables.

* * *

Votre Section centrale a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de Budget soumis à votre approbation.

Le Rapporteur,
PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,
H. CARTON DE WIART.

ANNEXE

Questions posées par M. le Rapporteur à M. le Ministre des Colonies
et réponses qui y ont été faites.

1^{re} Question.

• Quel est le nombre de fonctionnaires actuellement *en exercice* dans la Colonie et *en congé* en Europe ?

Si comme on me l'assure il est très inférieur au nombre prévu, pourrais-je savoir la cause et les résultats de cette situation. Qu'en est-il spécialement pour les médecins ?

Réponse.

La situation du personnel varie avec chaque arrivée et chaque départ de bateaux du Congo.

La situation ci-après est donnée à la date du 22 avril.

1. — Situation du personnel judiciaire.

a) Magistrats :

Effectif budgétaire prévu	72 unités.
Effectif dans les cadres	61 unités.
Dont au Congo	49
Dans l'E. A. A.	3
En congé	4
En disponibilité	5
	61

Le manque de 19 unités, différence entre l'effectif budgétaire (72) et l'effectif réellement utile (au Congo et en congé) (53), est dû à l'impossibilité de trouver des docteurs en droit disposés à faire carrière dans la magistrature coloniale.

b) Agents de l'ordre judiciaire :

Effectif prévu au Budget	48 unités.
Effectif dans les cadres	au complet.
Dont au Congo	42
En congé	5
En disponibilité	1
	48

2. — *Situation du personnel de la Colonie au 22 avril 1920 (non compris les magistrats et agents judiciaires).*

Il est prévu au Budget pour service actif . . . 1,896 agents.

Effectif en service au Congo . . . 1,330 id.

Il y a donc un manquant, en Afrique, de . . . 366 agents,

dû à la difficulté de trouver du personnel spécialisé pour des services tels que : l'hygiène, les travaux publics, la marine, l'office postal, les finances et celui des terres (cadastre).

D'autre part, 189 agents sont en congé et 72 agents en disponibilité.

*
*
*

En dehors du personnel cité ci-dessus se trouvent en Afrique :

1° Le personnel de la flottille du Haut-Congo, repris par la Société nationale des Transports fluviaux ;

2° Du personnel engagé pour la durée de la guerre ou de l'occupation qui réside dans les territoires occupés de l'Est-Africain allemand.

*
*
*

En ce qui concerne spécialement les médecins, l'effectif budgétaire est de 73 unités.

Le nombre de médecins en service est de 50.

11 sont en congé;

9 en disponibilité.

Il est à remarquer qu'il a été décidé d'augmenter le nombre de médecins dans la Colonie, seules des difficultés de recrutement pourraient y faire obstacle.

2^e Question.

Combien reste-t-il de territoires placés sous l'administration militaire? Quelle est la raison qui nécessite cette dérogation au régime régulier? Quelle est approximativement le chiffre de la population indigène qui y est soumise? Doit-on compter que cette situation prendra fin dans un avenir plus ou moins rapproché?

Réponse.

Par application du décret de réorganisation de la Force publique pris d'urgence le 15 août 1918, lequel prévoyait la création de territoires militaires, le Gouverneur général créa, par ordonnance du 24 décembre 1918, 44 territoires militaires.

Le décret du 10 mai 1919, abrogeant celui du 15 août 1918, ne prévoit plus la création de territoires militaires.

L'ordonnance du 24 décembre 1918 est donc devenue caduque et si tant est qu'elle ait pu recevoir un commencement d'exécution, cette caducité a entraîné la disparition de mesures prises pour son exécution.

3^e Question.

Pourrais-je savoir exactement quelle est la « politique de l'alcool » au Congo et les raisons qui la déterminent?

Je serais heureux de recevoir les documents qui me permettraient de suivre le développement de la législation en cette matière.

Réponse.

La « politique de l'alcool » au Congo belge a été caractérisée jusqu'en 1918 par le système de la prohibition absolue pour les indigènes et, dans la majeure partie du territoire, par la restriction administrative pour les personnes de race blanche.

Malgré une surveillance active, il fut reconnu que l'alcool s'infiltrait dans les régions où il était proscrit et que la limitation administrative de la consommation était transgressée couramment.

En présence de ces constatations, l'Administration autorise actuellement l'importation et le débit de l'alcool sous certaines conditions très onéreuses pour les consommateurs, conditions qui devaient avoir pour conséquence de limiter au minimum les inconvénients de pratiques qu'elle était impuissante à enrayer.

Dans ce but, elle permet le débit, aux indigènes, de boissons qui, par leur faible teneur en alcool, sont inoffensives, tandis que pour les personnes de race non africaine, elle accumule les charges fiscales sur les boissons alcooliques de façon à leur donner le caractère d'articles de luxe.

L'ordonnance-loi du 23 septembre 1915 et les ordonnances-lois du 14 octobre 1918 déterminent le régime actuel au Congo belge des boissons contenant de l'alcool.

Les documents ci-joints permettent de suivre le développement de la législation en cette matière.

4^e Question.

N'a-t-on pas eu à se plaindre en ces derniers temps de l'attitude de certains agents qui, pour obtenir des indigènes un meilleur rendement, les auraient soumis directement, ou par des voies détournées, à un travail forcé?

Réponse.

L'imprécision de la question posée ne permet pas de voir si son auteur a en vue quelque abus bien déterminé quant au temps et au lieu où il se serait produit.

Diverses dispositions législatives permettent, en tout cas, aux autorités d'imposer un travail aux indigènes :

1° Les articles 23 et 24 du décret du 2 mai 1910 sur les chefferies prévoient que les membres de la chefferie ou de la sous-chefferie peuvent être contraints à l'exécution, dans leur intérêt, de travaux locaux pendant une période n'excédant pas soixante jours par an ou cinq jours par mois.

2° Le décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène prévoit qu'en cas de non-paiement de son impôt, l'indigène défaillant peut être contraint à l'exécution de certains travaux pendant une durée maximum de deux mois.

* * *

L'Administration n'a pas reçu du Congo de plaintes qu'une application illégale de ces différentes contraintes eût été faite en général.

Quelques abus individuels sont pourtant possibles. Il se peut aussi que, dans l'un ou l'autre cas, les indigènes aient été forcés de travailler en dehors des cas déterminés par la loi ou par les conventions. S'il en était ainsi, la surveillance et la répression éventuelle exercées par les magistrats, d'une part, et les autorités administratives, d'autre part, ne manqueraient pas de redresser ces abus.

Les mesures prises par l'Administration tendent à en prévenir l'existence.

5° Question.

Un projet avait été élaboré tendant à réduire les inconvénients résultant des cataractes pour la navigation fluviale. Ce projet est-il abandonné?

Réponse.

Il s'agit vraisemblablement du projet de M. Wall.

Les dépenses d'aménagement des cataractes ont été évaluées à 100 millions de francs, avant la guerre, chiffre qui paraît modeste en raison du but à atteindre.

Les hydrographes du service colonial paraissent sceptiques quant à la solution pratique et économique du projet.

Les études complémentaires, dont la durée a été évaluée par M. Wall à dix-huit mois, n'ont pas été poussées plus loin.

Durant la guerre, il y eut un grand nombre de projets relatifs à des travaux similaires. A l'intervention du fonds spécial du Roi, il a été fondé des bourses d'études pour permettre l'étude sur place de ces projets, mais rien de concluant n'a été présenté jusqu'ici.

Le Gouvernement ne perd pas de vue cet intéressant problème et continuera à accueillir et à faire étudier sérieusement toute suggestion qui lui serait faite dans cet ordre d'idées.

En attendant, les travaux d'amélioration du tracé du chemin de fer de Matadi à Léopoldville sont poussés activement par une Commission envoyée sur place. Le travail de piquetage du nouveau tracé est presque terminé; la construction suivra immédiatement.

Les moyens d'évacuation sont donc assurés ; dans ces conditions, il est rationnel de ne recourir aux travaux tendant à supprimer pour la navigation fluviale les inconvénients résultant des cataractes, qu'après être certain d'avoir trouvé la solution la plus pratique et la plus économique.

6^e Question.

Je ne trouve rien dans le Budget touchant les frais d'administration des ci-devant territoires allemands dont la gestion est confiée à notre Colonie.

Quel régime adopte-t-on en ce qui les concerne ?

Réponse.

La Ligue des Nations a confié à la Belgique un mandat de gestion des territoires du Ruanda-Urundi.

Par dépêche du 11 septembre 1919, n° 2885, M. le Premier Ministre, Ministre des Finances, a fait connaître à son collègue des Colonies que l'administration desdits territoires serait assurée par le Département des Colonies auquel la Métropole ferait des avances de fonds.

Il eût été prématuré de déposer au Parlement un projet de budget de l'administration de ces territoires avant que les conventions internationales s'y rapportant aient été ratifiées par les parties en cause.

Le Département des Colonies possède un tableau provisoire d'évaluation de recettes et de dépenses des territoires.

Pour couvrir l'insuffisance des recettes sur les dépenses, une dotation de 1,500,000 francs a été prévue au Budget des dépenses extraordinaires de la Métropole (pièce de la Chambre, n° 56, page 41).

Un compte courant destiné à enregistrer les opérations résultant de la gestion de ces territoires a été ouvert au Budget des recettes et dépenses pour ordre de la Colonie sous l'article 17 (voir pièce de la Chambre, n° 28, p. 186.)

7^e Question.

N'envisage-t-on pas de mesures fiscales sur les bénéfices réalisés au Congo pendant la guerre ?

Réponse.

Ensuite d'un accord intervenu avec l'Administration des Finances de Belgique, les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis dans la loi métropolitaine du 3 mars 1919, réalisés au Congo belge par des personnes tombant sous l'application de ladite loi, sont assujettis à l'impôt spécial et extraordinaire en Belgique, mais les $\frac{7}{8}$ du produit de l'impôt ainsi établi sont versés par la Belgique au Trésor de la Colonie (art. 15, § 3 de la loi du 3 mars 1919).

La Colonie n'envisage pas, en plus de cette taxation et de celle prévue par le décret du 3 juin 1906, l'établissement d'un *impôt spécial* sur le bénéfice réalisé au Congo pendant la guerre.

(16.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1920.

Begrooting van de ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo
voor het dienstjaar 1920 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **TSCHOFFEN**.

MIJNE HEEREN,

Terwijl de Begrooting van Congo voor het dienstjaar 1919 met een klein boni sloot,

gaf die voor het dienstjaar 1914 een tekort aan van.		. . fr.	21,484,724	»
Id.	1915	id.		21,484,724 »
Id.	1916	id.		23,481,830 90
Id.	1917	id.		16,221,797 60
Id.	1918	id.		7,080,967 »
Id.	1920	id.		21,109,376 11

Het nadeelig saldo wordt dus bestendig, terwijl het Moederland de oorlogs-uitgaven voor zijne rekening heeft genomen — wat billijk was — en de Kolonie in de jongste jaren eene zoogezegde « overvloedscrisis » heeft door-gemaakt.

Dit moet ons verwonderen noch afschrikken.

⁽¹⁾ Begrooting, n° 28.

⁽²⁾ De Middenafdeeling bestond uit de heeren CARTON DE WIART, *voorzitter*, TSCHOFFEN, MATHIEU, DAVID, DU BUS DE WARNAFFE, FISCHER en PUSSEMIER.

Wij meenen dat de begrooting voor 1919 een gelukkig toeval was, dat de financieele balans van Congo nog lange jaren met een tekort zal sluiten; wij meenen zelfs dat deze toestand normaal is en dat men niet moet toegeven aan den wensch, daaraan eerlang een einde te stellen ten koste van alle middelen, zelfs de slechtste.

* * *

« Hoe belangrijk het evenwicht in de Begrooting ook weze, op zich alleen » omvat het niet de verschillende zijden van het koloniale leven, dat noch het » tijdperk der ongevallen, noch dat der kinderziekten is ontgroeid. »

De heer René Vautier, die zich aldus in 1913 uitdrukte, gaf blijk van rede en gezond verstand.

Ons achtbaar medelid, de heer du Bus de Warnaffe, sprak in denzelfden zin, toen hij, in zijn merkwaardig verslag over de Begrooting voor het dienstjaar 1919, deed opmerken dat « het economisch nut van eene kolonie niet » blijkt uit de balans eener Begrooting, maar wel uit de rijkdommen die zij » aan de burgers van het Moederland verschaft. »

Eene financieele politiek, wier omzichtigheid aan sommigen een beetje eng en schuchter voorkwam, heeft tusschen het Moederland en de Kolonie het stelsel van de scheiding der vermogens ingevoerd.

Wij willen niet beweren dat men er moet van afzien. Maar de dag zal komen — het ware kinderachtig te willen zeggen wanneer, — waarop de Kolonie op eigen beenen zal kunnen staan. Het is niet slecht dat, van stonden aan, zij er zich aan gewenne, haar eigen leven te leven en alleen hare Begrooting op te maken.

Maar men moet er niet op rekenen, dat het Moederland, zonder nog gedurende een zekeren tijd zware lasten te moeten dragen, zal kunnen genieten van de overgrootte rechtstreeksche en onrechtstreeksche voordeelen, welke zijn voogdijschap over de Kolonie hem bezorgt.

De handel van Congo is een Belgische handel, de bijna oneindige mogelijkheid van zijne uitbreiding wettigt België's verwachtingen en het reuzenwerk van de kolonisering, door ons klein volk, van een gebied, dat vijftigmaal grooter is dan het zijne, is een Belgisch werk.

De Congo is een der hoofdfactoren die van België eene groote natie maakt.

Ten opzichte van Congo heeft België zware plichten. Het is hem namelijk zijn financieelen steun verschuldigd. Om doelmatig te zijn, moet deze steun edelmoedig worden gebracht.

Om op meer nauwkeurige wijze tot een besluit te komen, zouden wij willen trachten enkele punten op den voorgrond te brengen, welke onze beraadslagingen moeten beheerschen.

* * *

Het is niet uit winstbejag dat de Belgen in Afrika de zware taak op zich hebben genomen, die wij tot een goed einde moeten brengen.

De kolonisering van Congo is geen « zaakje »; het is een werk, waarbij de goede naam der Belgische Natie betrokken is.

Congo beschouwen als eene financieele onderneming waaruit een onmiddellijk voordeel moet worden gehaald, dat is miskennen én de milde gedachte die ons beschavingswerk moet bezielen, én de geschiedkundige wet die beweert, dat eene kolonie enkel het Moederland verrijkt, wiens burgers wijs genoeg zijn om zich gedurende lange jaren groote offers te getroosten zonder zich om onmiddellijk financieel voordeel te bekommeren.

Congo bevat te veel rijkdommen, biedt aan onze bedrijvigheid een te groot veld opdat eens de tijd niet kome, waarop ons streven zal betaald en onze kapitalen zullen teruggeschonken worden.

Maar alvorens van hem werkelijke opbrengst te vergen, moeten wij onverpoosd ons beschermingswerk voortzetten en zijne economische uitrusting doen gelijken tred houden met zijne behoeften.

* * *

Bezuinigingen te willen maken op de Begrooting van het openbaar onderwijs, van de eerediensten, de openbare weldadigheid, de volksgezondheid, dit ware handelen in strijd met de beginselen die de financiën van onze Kolonie ten grondslag dienen.

Niets mag geweigerd worden, dat de uitbreiding mogelijk maakt van de instellingen die in Congo de zedelijke en lichamelijke gezondheid der bevolking vrijwaren.

In zooverre de met dat doel toegestane uitgaven oordeelkundig worden verordend en aangepast, kunnen zij niet overdreven zijn.

Eene geëerbiedigde, goed behandelde en gezonde inlandsche bevolking, die tegenover het beschavende volk eene schuld van erkentelijkheid aangaat; behoorlijk betaalde beambten die, zich van hun plicht tegenover de negers bewust, minder bekommerd zijn om onder hen arbeiders te vinden, welke onder bedreiging voortbrengen, dan menschen welke dienen opgevoed en desnoods opgebeurd te worden, ziedaar wat de welvaart eener kolonie verzekert.

Anders handelen, « de Kolonie uitbuiten », van een onmondig volk en een oergrond onmiddellijke voordeelen vergen, dit ware de heerlijke zekerheid der toekomst opofferen aan de schrale werkelijkheid van heden.

Wij mogen ons dus gelukkig achten, dat de Regeering inziet dat zij « tegenover de inlandsche bevolking plichten heeft tot behoud en verbetering » en dat zij zich verbindt « in dit opzicht eene ernstige poging te verstrekken ».

Verre van te vitten op de uitgaven met betrekking tot het onderwijs, de eerediensten, de weldadigheid en de gezondheid, zal het Parlement eerder geneigd zijn deze credieten te verhoogen in de mate waarin de Regeering zich zelve in staat zal verklaren de gelden, waarover zij mag beschikken, ten nutte te maken.

De « Alcoholpolitiek ».

Tot in 1918 was de verkoop van alcohol aan de inboorlingen totaal verboden en slechts aan de Europeanen mits talrijke beperkingen toegelaten.

Artikel 11 der Begrooting van 's Lands Middelen (*Gewone inkomsten*) vermeldt :

« *Vergunningen voor verkoop en slijten van alcoholische dranken.* »

» Raming voor 1919	fr. 100,000 »
» Raming voor 1920	300,000 »
» VERMEERDERING	fr. 200,000 »

» Deze raming steunt op de inkomsten van 1919. »

De invoer, de verkoop en het slijten van alcoholische dranken bevestigen aldus de begrooting van de Kolonie.

Eene ordonnantie-wet van den Gouverneur-Generaal d. d. 14 October 1914 heeft het verbodstelsel door het vergunningsstelsel vervangen en den verkoop aan de inboorlingen toegestaan van dranken met zwak alcoholgehalte.

Men mag zich afvragen of deze hervorming gelukkig is.

De opwerping, als zou het onmogelijk geweest zijn het stelsel van verbod van vóór 1918 te doen eerbiedigen, gaat niet op.

Zoo de alcohol door den muur van het verbod doorzijpelde, gaat hij dan niet als een vloed door het vlechtwerk spoelen, dat men in de plaats stelde?

De tegenwoordige welgeving, die feitelijk aan de Europeanen toelaat alcohol in onbepaalde hoeveelheid te betrekken, welke dan vervolgens aan de inboorlingen kan worden uitgedeeld — men heeft bevonden dat alcohol als vergoeding wordt geschonken aan sommige arbeiders wier ijver men wil prikkelen of beloonen — dient in den meest beperkten zin te worden herzien.

De « opeischingen van arbeiders ».

De oorlogsbehoeften, de wensch om de opbrengst der belastingen en de ontginning van de natuurlijke rijkdommen der Kolonie te verzekeren, gevoegd bij de verplichting welke men heeft om de ingeboren onverschilligheid en luiheid van den neger te keer te gaan, dit zijn zoovele al te bekoorlijke voorwendsels om de « opeisching van arbeiders ten algemeenen nutte », met andere woorden den « dwangarbeid », te billijken.

Het natuurrecht, het stellig recht, en zelfs de onmiddellijke behoeften van eene goede inrichting van den arbeid veroordeelen deze handelwijze, welken naam men haar ook geve.

Het natuurrecht bevestigt dat de arbeid vrij is en dat deze vrijheid recht heeft op eerbied over de geheele wereld.

Het stellig recht, door artikel 16 van de Koloniale Keure gehuldigd, verbiedt de opeisching van arbeiders ten algemeenen nutte anders dan door inlijving in het jaarlijksch contingent der opeerbare macht.

De aan hunne wouden ontrukte arbeiders, zonder geschiktheid noch bijzondere opleiding, die plotseling onderworpen worden aan een arbeid en een regeling welke hun vreemd zijn, leveren geen noemenswaardig werk.

En wat al jammerlijken « afval » — als men het zoo noemen mag — heeft men niet te betreuren?

Meermaals werd de zaak in den schoot van den Kolonialen Raad onderzocht.

De dwangarbeid, onder al zijne vormen, werd er steeds veroordeeld op de meest uitdrukkelijke wijze en met eene indrukwerkende eenparigheid.

De Minister van Koloniën heeft, van zijnen kant, verklaard dat hij zich krachtdadig tegen zulk misbruik zou verzetten.

Het kan moeilijk zijn alleenstaande misbruiken te beletten, die in de wildernis of het woud voorkomen en waarvoor de ambtenaren of de lagere handelsagenten aansprakelijk zijn, maar het valt te betreuren wanneer men in het *Bulletin de la Colonie*, onder de handteekening van den Gouverneur-Generaal, eene ordonnatie-wet leest, van 1 October 1919, die de lichting voorschrijft van duizend arbeiders ten algemeenen nutte, bestemd tot den aanleg van den spoorweg Matadi-Ango-Ango, en die, bij artikel 4, bijkomende lichtingen voorziet om in den mogelijken « afval » bij de aangeworven arbeiders te voorzien.

De overigens onwettelijke ordonnantie was ingegeven door den rechtmatigen wensch, de werken van openbaar nut te bespoedigen.

Het Parlement moet er de hand aan houden dat zulke praktijken niet meer voorkomen. Wij hekelen niet de bedoeling die goed was, maar het feit is daar en het Parlement kan het niet goedkeuren.

Dienaangaande mag gezegd worden dat de Koloniale Raad zich, in een meer algemeen opzicht, heeft beziggehouden met het vraagstuk der ordonnantie-wetten.

Een der leden heeft den Minister verzocht, bij de Welgevende Kamers een wetsontwerp te willen indienen om de ordonnantie-wetten binnen een bepaalden termijn aan de goedkeuring van den Kolonialen Raad te doen onderwerpen.

Wellicht ware het wenschelijk dat het Parlement zich met deze hervorming bezighield en dat men daarenboven zou terugkeeren, wat de bevoegdheid van den Kolonialen Raad betreft, tot de wetgeving van vóór den oorlog.

Het besluit-wet van 13 September 1913, dat ernstige wijzigingen brengt in de bevoegdheid van den Kolonialen Raad, is uit den oorlog ontstaan. Met hem zou het kunnen verdwijnen.

* * *

Wij willen niet tot een ander onderwerp overgaan zonder op het gevaar te wijzen, dat de inboorlingen dreigt door de handelwijze van sommige wervers van handenarbeid voor de nijverheidstakken van Katanga.

Wij vernemen dat thans een onderduimsche, maar sterke dwang wordt uitgeoefend bij de aanwerving van de inboorlingen bij overeenkomsten op langen termijn voor de mijnwerken in Katanga.

Op gevaar af het gezinsleven der negers te storen en ondanks het beginsel dat eischt dat de inboorling slechts worde te werk gesteld in het midden waarin hij leeft, gaan de mijnen van Katanga arbeiders zoeken tot in Kasai.

Het gevolg daarvan is de stilstand van het geboortecijfer, het verwaarloozen van den landbouw, de hongersnood in de verwoeste streken en de ziekte onder de negers die ver van den geboortegrond worden overgebracht.

Ongetwijfeld moeten de rijkdommen van Katanga worden ontgonnen, maar het is van grooter belang dat de landbouw, die een factor is van rijkdom, orde, bestendigheid en zedelijkheid, niet worde opgeofferd; het is van nog grooter belang, de vrijheid en de gezondheid der negers met de daad te vrijwaren.

Zulke misbruiken springen in het oog en hunne gevolgen zijn, helaas ! maar al te duidelijk.

Wij menen dat de bestaande wetgeving, krachtdadig en menschelijk toegepast, volstaat om er een einde aan te stellen.

Ware het anders, dan dient zij bij hoogdringendheid te worden herzien.

* * *

Daarenboven dient het geheele stelsel der vergunningen van naderbij te worden onderzocht.

Zonder in de bijzonderheden te willen treden van de aan te brengen hervormingen, willen wij wijzen op den onlangs door de « Commissie tot bescherming der inboorlingen » geuit wensch, « dat de Regeering omzichtig te werk » moge gaan bij het vergunnen van gronden, waarover zij later zou kunnen » beschikken, in het voordeel van de hoogere zedelijke belangen der inboorlingen » en namelijk voor de stichting van menschevriende of godsdienstige werken. »

* * *

Met het vraagstuk van den arbeid, aan de inboorlingen opgelegd, staat dit van den grondslag en de inning der belasting in verband.

Zooals wij het hooger zeggen, is er gevaar dat de wensch, de begrooting van Congo in evenwicht te brengen alleen door middel van de inkomsten der Kolonie, aanleiding geve tot misbruiken die het koloniale werk zelf in gevaar zouden brengen.

De belasting moet matig en veranderlijk zijn.

Het ware eene dwaling, haar op dezelfde manier op al de schatplichtigen toe te passen. Het ware zelfs eene grove dwaling, er het bedrag van te bepalen en haar op zulke wijze te innen dat zij een onrechtstreeksche *arbeidsdwang* zou zijn.

Minister Renkin heeft ter Kamer, op 1 October 1919, terecht aangedrongen op deze laatste beschouwing.

Wij meenen dat het Parlement dit niet uit het oog mag verliezen.

De besmettelijke ziekten.

Wij raken hier een der meest angstwekkende vraagstukken aan, door het bestuur van Congo opgeworpen.

De besmettelijke ziekten, vooral de slaapziekte gaan voort afschuwelijke verwoestingen aan te richten onder de negerbevolking.

De statistieken zijn op dit gebied al te welsprekend en leggen van dit schrikbarend feit getuigenis af, dat de negerbevolking in Congo snel afneemt.

Het kwaad is ernstig in zooverre dat men zich verplicht ziet vast te stellen

dat, sedert het begin van de Europeesche bezitting, de negerbevolking in Congo met de helft verminderd is.

Wij vestigen de aandacht der Kamer op het feit, dat de Commissie tot bescherming der inboorlingen haar verslag tot den Koning op 18 December 1919 als volgt besluit :

« De Commissie aanziet het als een plicht, de bijzondere aandacht van de Regeering te vestigen op het ernstig en dreigend gevaar dat boven de bevolking der Kolonie hangt.

» Zij bezweert haar :

» 1° Onverwijd de elders door haar voorgestelde maatregelen te nemen om de ziekten tegen te gaan of er de bevolking tegen te beschermen en de doelmatige toepassing der voorschriften van den gezondheidsdienst te verzekeren;

» 2° Het koloniseeringstreven meer te richten naar de uitbreiding van den landbouw en van de inlandsche nijverheid, door de inboorlingen in de nabijheid hunner haardsteden ondernemen;

» 3° Streng elke handeling te verbieden, van aard om bij de handelsverrichtingen en bij de aanwerving der arbeiders de beginselen der vrijheid te krenken;

» 4° Een geest van gematigdheid en wijze omzichtigheid te doen heerschen bij de ontginning van het koloniaal gebied en bij den steun te verleenen aan de groote ondernemingen;

» 5° Toe te zien dat de strijd tegen de onzedelijkheid een harer groote bekommelingen blijve en, namelijk, de jonge meisjes doelmatig te beschermen, op wie de hoop berust het ras te doen herleven en het geboortecijfer te vergrooten. »

Het is in 't geheel niet onze bedoeling, de herhaalde pogingen van de Regeering te onderschatten om de plaag te keer te gaan en, nochtans, moeten wij erkennen dat men niet genoeg gedaan heeft en dat men, in den strijd tegen den vreeselijksten vijand, wellicht, van ons werk in Afrika al te veel rekening heeft gehouden met moeilijkheden in zake de begrooting.

Tegenover zulk gevaar is de geldquaestie van bijkomenden aard. *Tot elken prijs moet de kwaal te keer gegaan worden.*

Het zijn de technici, die omstandig de te nemen schikkingen moeten aangeven.

Het vraagstuk is overigens afhankelijk van algemeene oorzaken die wij slechts kunnen aangeven en die het gevolg zijn van de blanke bezetting. Het invoeren van den koophandel — en van sommige handelingen die hem moesten doen toenemen — hebben de levensvoorwaarden der inboorlingen grondig gewijzigd en hunne levensvatbaarheid verminderd; de aanwerving van de arbeiders, die yer van huis worden verplaatst en in jammerlijke hygiënische voorwaarden verkeerden; het ontoereikend aantal lazarettten, de onbezorgdheid van sommige nijverheidsondernemingen die zich veel meer bezighouden met de aanwerving van nieuwe contingenten arbeiders dan met de bescherming der reeds aangeworven arbeiders tegen de ziekte : dit zijn al

factoren die deze alledroevigste verschijnselen maar al te duidelijk verklaren.

Dit te verhelpen vergt eene reeks algemeene hervormingen en een werk van langen adem.

Twee maatregelen echter, wier nut in het oog springt, dringen zich op.

De toepassing van de maatregelen van voorbehoeding dient begunstigd en de breedste steun verleend in toelagen, geneesmiddelen, enz., aan de zendingen die de plaag bestrijden; de Kolonie moet ook voorzien worden van een wel-uitgerust korps geneesheeren.

Welnu, de cijfers, die de Minister van Koloniën ons heeft willen mededeelen, zijn betreurenswaardig.

De getalsterkte der geneesheeren, op de Begrooting voorzien, bedraagt			70
Het getal geneesheeren in dienst bedraagt			50
Id.	id.	met verlof bedraagt	44
Id.	id.	op beschikbaarheid bedraagt	9

Vijftig geneesheeren in dienst bij de Kolonie!

De Regeering voegt er bij « dat er beslist werd het getal geneesheeren te verhoogen, maar dat alleen moeilijkheden bij de aanwerving zich daartegen zouden kunnen verzetten ».

Zou deze hinderpaal niet worden uit den weg geruimd, zoo men aan de belanghebbenden zoodanigen toestand verzekerde dat, in plaats van te vergeefs kandidaten te zoeken, men eene keus zou kunnen doen?

Dat zou groote financiële offers vergen? Ongetwijfeld. Maar wij meenen dat nooit kapitalen nuttiger zouden besteed zijn, zelfs indien men zich uitsluitend op financieel gebied plaatst — en dat is het ware gebied niet!

Dezelfde besluiten dringen zich overigens in 't algemeen op voor alles wat betreft

De aanwerving van de ambtenaren.

Congo is onvoldoend bezet; de bestuurlijke omschrijvingen zijn al te uitgebreid, vooral zoo men nagaat dat de territoriale bestuurder de geheele bestuurlijke bevoegdheid van zijne omschrijving gelijktijdig uitoefent.

Daarbij is het ambt der territoriale bestuurders niet vast genoeg.

De beschavende invloed van een goeden bestuurder kan zich slechts nuttig doen gelden door eene ononderbroken werking die steeds in dezelfde omschrijving wordt voortgezet.

Hij dient aan zijn grondgebied te worden gehecht door de zekerheid er zijne bevordering in graad en zijne periodieke weddeverhooging te bekomen.

Over 't algemeen blijkt het, overigens, noodzakelijk, het statuut van de magistraten en ambtenaren in tweevoudig opzicht te hervormen :

Men zou er moeten toe komen, de verbintenis op termijn te vervangen door eene benoeming voor *het leven*, zooals voor de magistraten en ambtenaren van het Moederland, behoudens verleening, aan de belanghebbenden, van tamelijk lange periodieke verloven, zonder vermindering van wedde, en vroegere oppensioenstelling dan in het Moederland.

Het bedrag der pensioenen zou, daarbij, zoodanig moeten worden vastgesteld dat de magistraat of ambtenaar, op het einde zijner loopbaan in België teruggekeerd, van een vreedzaam bestaan verzekerd werd, zonder in nieuwe betrekkingen bijverdiensten te moeten zoeken. De pensioenen zijn echter tegenwoordig bijna belachelijk.

Kortom, men moet koloniale roepingen uitlokken en beambten vinden die in Congo hunne geheele loopbaan willen uitdoen. Men mag er slechts aan denken, door de beambten de dubbele verzekering te bieden van een gemakkelijk bestaan in de Kolonie en van een onbezorgden rusttijd in het Moederland.

De werken van openbaar nut.

De Kolonie neemt uitbreiding; niets van helgeen wij hooger zeggen moet ons geloof in hare toekomst aan het wankelen brengen.

België heeft grootsche dingen gedaan in Afrika, het zal er nog grooter verrichten, zoo het trouw blijft aan de gedachte, die hem den weg naar Midden-Afrika heeft gebaad, -- zoo het zich zijne verantwoordelijkheid duidelijk bewust blijft en voor geen der offers achteruitdeinst, welke de uitgebreidheid van het ondernomen werk vergt.

Wij hebben gezegd dat groote credieten ter beschikking van de Regeering dienden gesteld om in Congo den kruistocht der beschaving in te richten; niet minder belangrijke zijn er noodig om de economische uitrusting der Kolonie te volmaken.

Zoo wij talmen, zoo wij niet spoedig de Kolonie *uitrusten*, dan brengen wij den uitslag onzer pogingen en de opbrengst der reeds aangewende kapitalen in gevaar.

Het is noodig onverwijld een nauwkeurig programma op te maken van de groote werken van openbaar nut, de Kolonie te voorzien van een uitgebreid net verkeerswegen van allen aard, bruikbare wegen, spoorwegen, waterwegen, telegrafische verbindingen.

In dit opzicht wijzen wij vooral, zonder in bijzonderheden te willen treden, op de hoogdringendheid der werken tot verbetering van den Beneden-Congo-spoorweg, wiens ontoereikendheid het economisch leven der Kolonie verlamt.

Ook stippen wij de noodzakelijkheid aan, de door Europeanen bewoonde centra te voorzien van inrichtingen voor gezondheid en openbaar nut (waterleiding, rioleeringen, enz.).

* * *

Kortom, bescherming en opvoeding van het negerras, strijd tegen de ontvolking en de ziekten, alle mogelijke hulp, namelijk door milde toelagen, aan de zendingen en aan al de werken die de inboorlingen willen doen genieten van de weldaden eener ware beschaving, verbetering van den toestand der ambtenaren, economische uitrusting der Kolonie, dit alles, dat veel geld eischt alsmede het klaar inzicht van onze dwalingen en zwakheden in het verleden zooals van de onvermijdelijke behoeften van het heden, moet onze onmiddellijke bezorgdheid gaande maken.

Zoo men onwerwijld de beslissende poging niet doet, zoo men onmiddellijk van sommige gebruiken niet afziet, dan loopt heel ons Afrikaansch werk gevaar.

En dat mag niet zijn. Wij moeten ons dus voorbereiden op de noodige offers en, van stonden aan, eene oplossing zoeken voor

Het financieele vraagstuk.

Geene der groote hervormingen en uit te voeren werken kan tot een goed einde worden gebracht zonder belangrijke kapitalen.

Men moet geldmiddelen vinden. Op het oogenblik is Congo, dat in vollen wasdom is, niet in staat ze te leveren.

Zijn crediet alleen zou, volgens ons, ontoereikend zijn om de leening te waarborgen, waarloef men zal moeten overgaan.

België moet zijn plicht doen, de Kolonie machtigen deze leening uit te schrijven en, om haar welslagen te verzekeren, zijn eigen handteekening geven en de leening waarborgen.

Aldus zal het zijn woord houden, dat het gegeven heeft toen het zijn beschavingswerk in Afrika inzette, en zal het terzelfdertijd het bestaan vestigen van eene Kolonie, die honderdvoudig zal terugschenken wat wij voor haar zullen doen.

* * *

Onze groote bondgenooten, uit erkentelijkheid voor den moed en den ondernemingsgeest van ons koloniaal leger, wiens rol in den Afrikaanschen veldtocht den doorslag gaf, hebben aan België het bestuur van Urundi en Ruanda toevertrouwd.

Het ontwerp van begrooting vermeldt niet in welke voorwaarden België zijn mandaat zal uitoefenen.

Het Parlement zal ongetwijfeld dienaangaande de noodige inlichtingen wenschen.

* * *

Uwe Middenafdeeling heeft de eer u voor te stellen, het u voorgelegde ontwerp van begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,
H. CARTON DE OËIART.

BIJLAGE

**Vragen door den heer Verslaggever aan den heer Minister van Koloniën
gesteld met de daarop gegeven antwoorden.**

Vraag.

Hoeveel ambtenaren zijn er tegenwoordig *in dienst* in de Kolonie en *met verlof* in Europa?

Zoo, gelijk men mij verzekert, dit getal veel lager is dan hetgeen voorzien werd, zou ik dan de oorzaak en de gevolgen van dien toestand mogen kennen? Hoe staat het vooral met de geneesheeren?

Antwoord.

De toestand van het personeel verandert met elke aankomst en elk vertrek van Congobooten.

Op 22 April was de toestand de volgende :

1. — Toestand van het rechterlijk personeel.

a) Magistraten :

Effectief door de begrooting voorzien.	72 eenheden.
Effectief in de kaders	61 eenheden.
Daarvan in Congo	49
In D. O. A.	3
Met verlof	4
Beschikbaar gesteld.	5
	61

Het tekort van 19 eenheden, verschil tusschen het begrootingseffectief (72) en het feitelijk nuttig effectief (in Congo en met verlof) is te wijten aan de onmogelijkheid, doctors in de rechten te vinden die de koloniale magistratuur tot loopbaan willen kiezen.

b) Beambten der rechterlijke orde :

Begrootingseffectief	48 eenheden.
Effectief in de kaders	volledig.
Daarvan in Congo	42
Met verlof	5
Beschikbaar gesteld	1
	48

2. — *Toestand van het personeel der Kolonie op 22 April 1920*
(de magistraten en beambten van de rechterlijke orde niet inbegrepen).

Voorzien op de begrooting voor den werkelijken dienst . . .	1,896 agenten
Diensteffectief in Congo ,	1,530 id.
Tekort dus in Afrika	366 agenten

Te wijten aan de moeilijkheid om personeel met bijzondere opleiding te vinden voor diensten zóoals de volksgezondheid, de openbare werken, het zee-
wezen, de posterijen, de financiën en het kadaster.

Daarbij zijn er 189 agenten met verlof en 72 beschikbaar gesteld.

* * *

Behalve het hierboven opgesomd personeel bevinden zich in Afrika :

1^o Het personeel der flotille van den Boven-Congo, overgenomen door de Nationale Maatschappij voor het vervoer op de binnenwaters;

2^o Het personeel aangeworven voor den duur van den oorlog of van de bezetting, dat in de bezette gewesten van Duitsch Oost-Afrika verblijft.

* * *

Wat de geneesheeren in het bijzonder betreft, bedraagt het begrootingseffectief 73 eenteden.

Het getal geneesheeren is 50.

11 zijn met verlof.

9 zijn beschikbaar gesteld.

Men bemerke dat er beslist werd, het getal geneesheeren in de Kolonie te verhoogen; alleen zouden moeilijkheden bij de aanwerving zich daartegen kunnen verzetten.

2^o Vraag.

Hoeveel gewesten staan er nog onder militair beheer? Wat is de reden dezer afwijking van het regelmatig stelsel? Welk is, bij benadering, het getal inboorlingen die aan dit stelsel onderworpen zijn? Mag men verwachten dat deze toestand in een min of meer naaste toekomst zal ophouden?

Antwoord.

Bij toepassing van het decreet tot herinrichting van de Openbare Macht, bij hoogdringendheid op 15 Augustus 1918 genomen en dat de oprichting van militaire grondgewesten voorziet, richtte de Gouverneur-Generaal, bij ordonnantie van 24 December 1918, 44 militaire grondgewesten op.

Het decreet van 10 Mei 1919, houdende afschaffing van dat van 15 Augustus 1918, voorziet geene oprichting meer van militaire grondgewesten.

De ordonnantie van 24 December 1918 is dus vervallen en, voor zooverre zij een begin van toepassing zou kunnen gehad hebben, heeft dit verval de verdwijning der maatregelen, met het oog op hare toepassing, ten gevolge gehad.

3° Vraag.

Zou ik kunnen vernemen welke juist de « alcoholpolitiek » in Congo is en de redenen die haar billijken?

Ik zou graag de bescheiden ontvangen, die mij moeten toelaten de ontwikkeling van de desbetreffende wetgeving te volgen.

Antwoord.

De « alcoholpolitiek » in Belgisch Congo was tot in 1918 gekenmerkt door het stelsel van het volstrekt verbod voor de inboorlingen en, in het grootste gedeelte van het gebied, door de bestuurlijke beperking voor de blanken.

Ondanks een streng toezicht werd bevonden dat de alcohol doordrong in de gewesten, waar hij verboden was, en dat de bestuurlijke beperking van het verbruik gewoonweg werd overtreden.

Gelet op deze bevindingen, veroorlooft het Bestuur thans den invoer en den verkoop van alcohol onder sommige voor de verbruikers zeer kostelijke voorwaarden, die voor gevolg moesten hebben, tot een minimum de bezwaren te beperken van praktijken welke het onmachtig was tegen te gaan.

Met dit doel laat het aan de inboorlingen den verkoop in 't klein toe van dranken die, wegens hun gering alcoholgehalte, onschadelijk zijn, terwijl het, vóór de personen van niet Afrikaansch ras, de fiscale lasten op de alcoholische dranken opeenstapelt zoodat het ware weeldeartikelen worden.

De ordonnantie-wet van 23 September 1915 en de ordonnantiën-wetten van 14 October 1918 bepalen het tegenwoordig stelsel in Congo voor de alcoholhoudende dranken.

Bijgaande bescheiden zullen toelaten, de ontwikkeling van de desbetreffende wetgeving te volgen.

4° Vraag.

Had men in den jongsten tijd niet te klagen over de houding van sommige agenten die, om de inboorlingen meer te doen voortbrengen, dezen rechtstreeks of onrechtstreeks aan dwangarbeid zouden onderworpen hebben?

Antwoord.

Het blijkt niet of de steller van deze vage vraag eenig misbruik bedoelt, wel omschreven met het oog op den tijd en de plaats dat het zich zou hebben voorgedaan.

Verschillende wetsbepalingen laten, in elk geval, de overheid toe, aan de inboorlingen een arbeid op te leggen :

1° De artikelen 23 en 24 van het decreet van 2 Mei 1910 op de hoofdmansschappen voorzien dat de leden van de hoofdmansschappen en onderhoofdman-

schappen gedwongen kunnen worden tot de uitvoering, in hun belang, van plaatselijke werken voor een tijdperk van ten hoogste zestig dagen per jaar of vijf dagen per maand;

2° Het decreet van 17 Juli 1914 op de inlandsche belasting voorziet dat, in geval van niet-betaling van zijne belasting, de in gebreke zijnde inboorling gedwongen kan worden tot de uitvoering van sommige werken gedurende ten hoogste twee maanden.

*
* * *

Het Bestuur heeft uit Congo geene klachten ontvangen, als zouden deze verschillende dwangmaatregelen over het algemeen wederrechtelijk worden toegepast.

Enkele persoonlijke misbruiken zijn nochtans mogelijk. Het kan ook gebeuren dat, in een of ander geval, de inboorlingen gedwongen zijn geweest te werken buiten de gevallen, door de wet of de overeenkomsten bepaald. Ware dit zoo, dan zouden het toezicht en de mogelijke betugeling door de magistraten, eenerzijds, en door de bestuurlijke overheid, anderzijds, niet nalaten deze misbruiken te doen ophouden.

De maatregelen, door het bestuur genomen, strekken tot het voorkomen van die misbruiken.

5° Vraag.

Een ontwerp werd opgemaakt strekkende tot het verminderen van de bezwaren welke, voor de binnenscheepvaart, uit de watervallen voortvloeien. Werd van dit ontwerp afgezien?

Antwoord.

Waarschijnlijk wordt hier het ontwerp van den heer Wall bedoeld.

De uitgaven voor geschiktmaking der watervallen werden vóór den oorlog op 400 millioën frank geraamd, wat een kleine prijs schijnt met het oog op het nagestreefde doel.

De hydrografen van den kolonialen dienst twijfelen aan de practische en economische verwezenlijking van het ontwerp.

Bijkomende studiën, wier duur door den heer Wall op achttien maanden werd geschat, zijn niet voortgezet geworden.

Tijdens den oorlog ontstonden vele ontwerpen van gelijksoortige werken. Door tusschenkomst van het bijzonder fonds van den Koning, werden studie-beurzen gesticht om deze ontwerpen ter plaatse te kunnen bestudeeren, doch tot nog toe werd geen afdoende uitslag bereikt.

De Regeering verliest dit belangrijk ontwerp niet uit het oog en zal voortgaan al de voorstellen, die haar dienaangaande zullen worden gedaan, goed te onthalen en op ernstige wijze te doen bestudeeren.

In afwachting worden de werken tot verbetering van de spoorwegrichting der lijn Matadi-Leopoldville ijverig voortgezet door eene ter plaatse gezonden Commissie.

Het werk van afbakening der nieuwe lijn is bijna klaar; met het aanleggen zal onmiddellijk daarna een aanvang worden gemaakt.

De middelen tot wegruiming zijn dus verzekerd; in die voorwaarden is het

redematig slechts een aanvang te maken met werken tot wegruiming, voor de binnenscheepvaart, van de bezwaren uit de watervallen ontstaan, wanneer de meest practische en bestkoope oplossing zal gevonden zijn.

6° Vraag.

Ik vind in de Begrooting niets aangaande de bestuurskosten van de voormalige Deutsche gewesten, waarvan het beheer aan onze Kolonie werd toevertrouwd.

Welke regeling wordt daarop toegepast?

Antwoord.

De Volkenbond heeft België gelast, over de gewesten Ruanda-Urundi het bewind te voeren.

Bij schrijven van 11 September 1919, n° 2888, heeft de Eerste Minister, Minister van Financiën, zijn Collega van Koloniën gemeld dat het bestuur van gezegde gewesten zou worden verzekerd door het Departement van Koloniën, waaraan het Moederland voorschotten zou doen.

Het ware voorbarig geweest, bij het Parlement een ontwerp van begrooting in te dienen voor het beheer dezer gewesten, alvorens de desbetreffende internationale overeenkomsten door de betrokken partijen zouden zijn goedgekeurd.

Het Departement van Koloniën bezit eene voorloopige tabel tot begrooting van de inkomsten en uitgaven van deze gewesten.

Om het tekort der inkomsten tegenover de uitgaven te dekken, werd eene dotatie van 1,500,000 frank voorzien op de begrooting der buitengewone uitgaven van het Moederland (Kamerstuk n° 56, blz. 41).

Eene loopende rekening, bestemd om de verrichtingen voortvloeiende uit het bestuur deze gewesten te boeken, werd geopend op de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order van de Kolonie onder artikel 17 (zie Kamerstuk n° 28, blz. 186).

7° Vraag.

Worden er geene fiscale maatregelen voorzien op de oorlogswinsten in Congo verwezenlijkt?

Antwoord.

Ten gevolge van eene overeenkomst met het Belgisch Bestuur der Financiën gesloten, zijn de oorlogswinsten, zooals zij omschreven zijn in de Metropoli-taanse wet van 3 Maart 1919, in Congo verwezenlijkt door personen vallende onder toepassing van gezegde wet, onderhevig aan de bijzondere en buitengewone belasting in België; doch de $\frac{7}{8}$ van de opbrengst der aldus ingevoerde belasting worden door België in de Schatkist der Kolonie gestort (art. 15, § 3, der wet van 3 Maart 1919).

De Kolonie is niet voornemens, buiten deze belasting en die voorzien bij decreet van 3 Juni 1906, eene *bijzondere belasting* te heffen op de oorlogswinsten in Congo behaald.